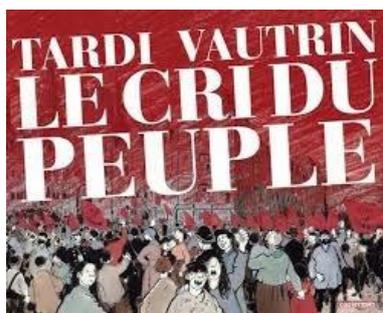


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1594>



Les débats - Contribution de Gérard Grivois

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : jeudi 31 janvier 2019

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Lors de l'Assemblée générale de l'Association pour une Constituante, le 26 janvier 2019, notre ami Gérard Grivois a fait cette intervention particulièrement intéressante que nous reproduisons ci-dessous.

L'autoroute A71 passe près de Saint Amand Montrond à Orval précisément. A la sortie un rond-point. C'est là que se retrouvent (certains pour y dormir) les Gilets Jaunes de la région. A part quelques automobilistes grincheux, l'ambiance est décontractée, les coups de klaxon généreux. Ca change du climat d'indifférence, d'impuissance, de fatalisme...qui règne depuis des années.

Dés le début du mouvement je m'y suis arrêté par curiosité plus que par conviction. Là j'ai rencontré des gens de ma commune (300 habitants) et des communes alentour . Les gens présents sont majoritairement des ruraux des petites communes du Boischaut (c'est le nom de cette région agricole). C'est de cette façon que je suis devenu un « intermittent du rond-point ». Au fil des semaines, j'y rencontrerai parfois d'autres militants (de partis, de syndicats, d'associations...) . En effet le nombre et l'origine des participants évoluent autour d'un noyau plus permanent. Majoritairement hostiles au recours à la violence, les GJ d'Orval restent en bon termes avec les policiers dont l'effectif est passé de 34 au début pour descendre progressivement à 0, ce qui ne supprime pas les rondes.

Depuis maintenant 11 semaines, présents par tous les temps sur de nombreux ronds-points pour une durée indéterminée, mal organisés (surtout d'après ceux qui ne les ont jamais côtoyés), assurant tant bien que mal la gestion au jour le jour de l'intendance (dons en espèce et en nature), en débats permanents et à nouveau en nombre croissant, ils posent les bonnes questions, demandent plus de justice et d'égalité, exigent le minimum pour vivre debout. Ils apprennent à se connaître et renouent avec la solidarité.

Conscient de la méthode d'enfumage pratiquée par le pouvoir exécutif l'un d'eux m'a dit : « d'abord c'est nous qui avons posé les questions, maintenant c'est Macron qui les pose ».

Après ce bref rappel de ma réalité locale, il m'a semblé intéressant de revenir aux orientations de notre Association Pour Une Constituante. Vous connaissez les principaux textes qui nous réunissent et je me limiterai à quelques extraits des trois contributions qui ont servi de support à la préparation de l'AG 2018 (rédigées par Vincent Sizaire, Pascal Geiger, Louis Saisi). L'exercice est risqué et ils voudront bien corriger éventuellement une mauvaise interprétation de ma part.

Sur le constat :

« L'écart des inégalités se creuse »

« Aucune pétition, manifestation ou campagne de mobilisation numérique n'apparaît en mesure de contrer la force d'inertie du régime »

« On peut douter que les citoyens.....veillent restaurer des institutions qui, plutôt que de les protéger, protègent ceux qui les gouvernent »

« Les partis politiques sont devenus un rouage essentiel de l'écheveau institutionnel »

« Ils (les maires) ont été disciplinés, restant à leur place assignée de rouages locaux et courroies de transmission des partis politiques nationaux »

« ...les partis politiques ont façonné une classe politique homogène dont la fonction n'est plus de représenter leurs concitoyens mais de les dominer et de les asservir à une nouvelle donne économique managériale et marchande qui n'a plus rien à voir avec la démocratie politique ; »

« Il est improbable que le changement vienne de l'intérieur »

Les citoyens prennent conscience « qu'ils n'ont aucunement besoin des classes dirigeantes pour faire société »

Sur les moyens :

« Agir pour une inversion de l'humiliation : cette démarche dénonce le mépris de la classe politique et des élites (en général) envers le peuplele peuple ne supporte plus l'offense quotidienne qui lui est faite. »

« Initier un processus d'insurrection démocratique »

« L'organisation d'un véritable référendum populaire.....apparaît plus à même de construire un rapport de force utile. »

L'APUC , mais avec qui ?

« Inventer de nouveaux partenariats »

« Sensibiliser les élus locaux à notre démarche..... »

« Il faut aller directement nous-mêmes à la rencontre du peuple »

« Il n'est pas inutile d'entrevoir, si rien n'est fait, une révolte du peuple, car en fait la question n'est pas de s'interroger si celle-ci va avoir lieu, mais quand aura-t-elle lieu ? »

Passé le moment de la surprise, en présence d'un mouvement incontrôlable qui nécessite une réflexion collective, l'engagement déterminé de l'APUC pour accompagner et soutenir les GJ me paraît évident.

Il faut être présent sur les ronds points pour les écouter d'abord (exercice difficile pour les donneurs de leçons !) et faire avec eux les constats indispensables pour la suite :

- ▶ la situation d'injustice flagrante dont ils sont victimes, notamment face à l'impôt,
- ▶ la fracture territoriale entre les zones rurales et les métropoles

- ▶ la fracture sociale entre les élites et les populistes (terme connoté de mépris...)
- ▶ la fracture politique par le rejet de tout ce qui est institutionnel, y compris la non prise en compte du résultat du référendum de 2005.

Rejeter en vrac « la politique » n'empêche pas d'exiger plus de justice et d'égalité.

Que cela plaise ou non, les GJ sont une partie du peuple souverain, ce sont des citoyens sans distinction d'appartenance politique, ce sont des constituants !

L'engagement de l'APUC et des membres de ses cercles locaux au côté de citoyens qui entament leur onzième semaine de protestation et de proposition a-t-il été envisagé et discuté au sein de l'association ?

Suite à la dernière réunion du cercle de Bourges à laquelle participait Anne-Cécile Robert (le 12 janvier dernier), la réponse était négative. En effet, alors que 6300 manifestants (chiffre officiel) arpentaient les rues de Bourges, deux membres de notre cercle les ont rejoints et n'ont pas eu l'honneur d'une citation dans le compte-rendu.

Deux jours auparavant le Collectif de Citoyens du Boischaut (structure locale sans appartenance politique dont 4 adhérents du cercle de Bourges font partie) avait invité 5 GJ à présenter leur groupe et à établir avec le Collectif une liste de « doléances » à transmettre à nos mairies.

C'est déjà du passé ! L'heure est au « grand débat ».

But de ce débat d'après le président Macron :

« Bâtir un nouveau contrat pour la Nation »

C'est clair : il faut prendre le train quand il passe.

Et je crois qu'il est encore en gare !